France Universités

Faisons de la jeunesse une grande cause nationale !

Manifeste des présidentes et présidents d'université, directrices et directeurs d'établissements, pour un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche à la hauteur des enjeux de demain et pour l'organisation d'états généraux de la jeunesse, pour replacer celles et ceux qui sont notre avenir au cœur du débat préparant l'élection présidentielle de 2027.

La situation est grave

Les présidentes et présidents d'université, avec les directrices et directeurs d'établissements publics, alertent solennellement sur le mouvement en cours dans de très nombreux campus en France. Ce mouvement emprunte des formes qui ne peuvent que conduire à la montée des tensions : les intolérables dégradations et violences verbales des dernières semaines en apportent la preuve. Malheureusement, ces formes semblent être aujourd'hui les seules qui forcent, sinon l'écoute, du moins une forme de prise en compte à la tête de l'État.

Combien de violences faudra-t-il subir pour que nous puissions recommencer à aller de l'avant ? Combien de personnels universitaires devront continuer, jour après jour, à se dévouer au-delà du raisonnable pour essayer de maintenir un outil de travail et d'étude contre le régime sec, d'un côté, et la surenchère, de l'autre ?

La situation est grave dans nos universités, là où se forgent les connaissances et compétences dont nous avons besoin. France Universités alerte depuis des années sur la dégradation progressive des conditions d'études et de travail dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Nous n'avons tout simplement plus les moyens de mener à bien nos missions de service public et tenir la promesse républicaine de l'égalité des chances. Le mouvement d'aujourd'hui ne devrait pas être une surprise : il est la conséquence logique des restrictions et du manque de confiance vécus par les institutions publiques de formation et d'accompagnement de la jeunesse.

Les mesures immédiates nécessaires

France Universités demande des annonces immédiates pour apaiser la situation qui fait courir jour après jour dans nos établissements des risques supplémentaires aux personnels, étudiantes et étudiants, tant elle se dégrade. Parcoursup, qui concentre aujourd'hui toutes les attentions, et peut toujours être amélioré, ne doit pas devenir un objet sacrificiel que l'on charge de masquer la réalité de la très grande difficulté en termes de moyens de nos établissements.

Les conclusions des Assises du financement des universités en 2026 appellent en effet à une correction structurelle des dotations de fonctionnement de l'ordre d'un milliard d'euros. Nous proposons d'engager dès 2027 une première étape de redressement, inscrite dans une trajectoire pluriannuelle, autour de trois priorités :

France Universités

1. Faire de la lutte contre la précarité étudiante une priorité nationale
La réforme des bourses sur critères sociaux, permettant d'en revaloriser les montants, d'améliorer leur progressivité et d'élargir leur accès : 340 millions d'euros supplémentaires (en complément des moyens nécessaires à la restauration universitaire).

2. Redonner aux universités les moyens de garantir leurs missions
500 millions d'euros supplémentaires de financement récurrent dès 2027 permettraient notamment de compenser intégralement les mesures salariales et de hausse du CAS Pensions, décidées par l'État (200 millions) ; de relancer les mesures RH de la LPR (90 millions) en matière de recrutement et de revalorisation des carrières ; de financer la réforme d'accès aux études de santé prévue à la rentrée 2027 (30 millions) ; de financer 20 000 places supplémentaires à l'université (80 millions) et de donner les moyens nécessaires pour accompagner la nouvelle forme de la contractualisation entre l'État et les universités (100 millions). Cet effort doit permettre de mettre fin à la logique de gel des emplois et de reconstituer progressivement les capacités d'encadrement pédagogique.

3. Lancer un grand plan national de rénovation des campus universitaires
Nous proposons le lancement d'un nouveau grand plan Campus consacré à la rénovation énergétique, à l'adaptation climatique des bâtiments, notamment au confort thermique d'été, et à la modernisation des espaces pédagogiques et scientifiques. Ce programme constituerait également un puissant levier de relance économique pour le bâtiment et les travaux publics, au bénéfice de l'emploi et de l'activité dans tous les territoires. Un fonds d'urgence de 200 millions d'euros dès 2027 constituerait la première étape d'un nouveau plan national d'investissement immobilier d'un milliard d'euros par an à partir de 2028.

Au total, nous proposons un effort budgétaire supplémentaire d'un milliard d'euros dès 2027, première étape d'une programmation pluriannuelle ambitieuse, prolongée à partir de 2028 par un grand plan d'investissement immobilier d'un milliard d'euros par an.

Pour le financer, engager dès à présent, avant de le réformer pour soutenir de manière réellement efficace l'investissement en R&D, une réforme paramétrique du crédit d'impôt recherche (qui coûte près de 8 milliards d'euros par an à l'État) et supprimer les aides publiques à l'apprentissage pour l'enseignement privé lucratif[1] seraient deux pistes aisément mobilisables.

Faire de la jeunesse notre grande cause nationale !

Mais au-delà de ces annonces désormais très attendues, France Universités demande l'organisation d'états généraux de la jeunesse, associant les jeunes de toutes origines et de tous

[1] La Cour des comptes estime à 1,5 milliard d'euros par an le montant de l'ensemble des aides publiques au profit du secteur privé lucratif. Entre 40 % et 70 % du chiffre d'affaires des écoles privées lucratives proviennent de fonds publics.

territoires, les citoyens, les corps intermédiaires et les experts, pour identifier les grands défis et débattre ensemble des choix qui s'offrent à nous dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. La proposition du Président de la République, le 18 octobre, d'organiser des discussions avec les corps intermédiaires peut être une première étape mais elle ne sera pas suffisante.

La jeunesse exprime aujourd'hui ses inquiétudes, ses colères, mais aussi son besoin d'être entendue et de pouvoir se projeter dans l'avenir. Nous devons lui répondre. Et la question de la jeunesse ne se résume pas à celle de l'école ou de l'université : elle concerne l'emploi, le logement, la santé, l'autonomie, la mobilité, l'environnement, la démocratie. Elle concerne toute la société.

À quelques mois de l'élection présidentielle, cette démarche doit permettre de placer les jeunes générations au cœur du débat démocratique et d'inviter les candidats à prendre position sur les propositions issues de cette réflexion collective.

Ne nous contentons pas de répondre à la crise. Faisons de la situation l'occasion de construire, avec la jeunesse, un nouvel horizon commun.